Made in Troyes : Genre et classe dans la bonneterie française

Helen Harden-Chenut

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/432>

DOI : 10.4000/abpo.432

ISBN : 978-2-7535-1507-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2007

Pagination : 125-141

ISBN : 978-2-7535-0554-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Helen Harden-Chenut, « *Made in Troyes* : Genre et classe dans la bonneterie française », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-3 | 2007, mis en ligne le 30 septembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/432> ; DOI : 10.4000/abpo.432

Made in Troyes : Genre et classe dans la bonneterie française

Helen HARDEN CHENUT
University of California Irvine

Le genre a-t-il trouvé une place reconnue dans l'historiographie en partie grâce au champ fertile de recherches sur « femmes et travail » exploré par bon nombre d'historiennes dans les années pionnières de 1960 à 1975 ? On pourrait le supposer puisque les recherches sur ce sujet ont évolué depuis, en se multipliant grâce à l'exploration de nouveaux thèmes et problématiques et en remontant dans l'histoire de l'activité féminine aux périodes moderne et médiévale, moins étudiées par le passé. Le travail des femmes comme objet d'étude en histoire contemporaine s'est constitué à cette époque en s'appuyant sur les études du mouvement ouvrier en France. Mais depuis 1989 on assiste à un déclin de ce dernier alors que s'élargissent les études historiques sur les femmes et le genre. Cette évolution suit en quelque sorte le mouvement des femmes et leurs revendications d'égalité dans le monde d'aujourd'hui, un mouvement contre les disparités et les discriminations par rapport aux hommes¹. Le livre que je vais présenter, *The Fabric of Gender*, a suivi un cheminement un peu similaire, notamment par l'élargissement des thèmes traités et par l'approfondissement de certaines questions conceptuelles concernant genre et classe². L'analyse historique est centrée sur la culture ouvrière dans la ville textile de Troyes sous la longue Troisième République.

Au départ, ma démarche a été structurée par des questions désormais classiques. Comment se constitue la classe ouvrière troyenne dans

1. Françoise THÉBAUD retrace l'évolution de l'histoire des femmes en France dans son étude historiographique, *Écrire l'histoire des femmes*, Paris, ENS Éditions, 2001. Voir aussi : MARUANI, Margaret, « Travail et genre : les tribulations de la variable sexe », dans BARD, Christine, BAUDELLOT, Christian, MOSSUZ-LAVAU, Janine (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent*, Paris, La Martinière, 2004, p. 171-186 ; LAUFER, Jacqueline, MARRY, Catherine et MARUANI, Margaret (dir.), *Le Travail du genre : Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, 2004.

2. CHENUT, Helen HARDEN, *The Fabric of Gender : Working-Class Culture in Third Republic France*, University Park, Pennsylvania State Press, 2005.

les rapports de pouvoir de l'époque? Quels sont les rôles du capitalisme industriel, du politique et de l'État dans ce processus? Quel est l'impact à long terme du capitalisme sur la classe ouvrière? Son impact est-il différent selon qu'on est homme ou femme? Quelles sont les tensions entre ouvriers et ouvrières, quelle est la part des intérêts de classe et de genre? Un volet important de cette étude s'est constitué autour de la consommation populaire car la bonneterie troyenne produit principalement des vêtements et des accessoires de luxe à partir de la Belle Époque. L'attitude des travailleurs, en tant que producteurs, face à cette consommation de luxe me semblait une question intimement liée aux rapports sociaux du travail. Est-ce que les ouvrier(ère)s revendiquent le droit à consommer? D'autres questions ont surgi concernant les droits politiques des femmes et le suffrage. Au cours de ma recherche, j'ai pu établir un lien entre les ouvrières qui avaient manifesté un intérêt pour le politique et la campagne suffragiste en France³. En fait, elles sont très peu nombreuses à exercer un droit accordé dès 1907, le suffrage limité aux élections prud'homales. La grande majorité des ouvrières manifestent des intérêts de classe par une participation importante dans les mouvements de grève.

Je voudrais d'abord passer en revue les principaux thèmes et thèses du livre et présenter ensuite mes conclusions. Le livre est articulé autour de quatre grands axes ou thèmes qui se recoupent : 1) genre et classes sociales; 2) production et consommation; 3) industrialisation et travail à domicile; 4) culture politique et utopie. Ces quatre thèmes ont une portée nationale, au-delà de la ville de Troyes, et permettent d'appréhender les rapports sociaux sous la Troisième République.

Genre et classe sociale

Ces deux catégories d'analyse historique, auxquelles on ajoute « race » ou ethnicité, sont largement acceptées par les historiens américains. Cependant, la notion de classe fait l'objet d'un questionnement intense dans le milieu des historiens anglophones du mouvement ouvrier d'orientation marxiste, et ceci pour des raisons politiques, liées à la chute du communisme en 1989 – les questions portent sur son utilité en tant que catégorie d'analyse historique, et sur sa signification devant l'émergence d'identités multiples à l'intérieur de la classe ouvrière⁴. Cette remise en

3. « Groupe de l'Aube, Union Française pour le Suffrage des Femmes, Cahier de comptes rendus de réunion, 1913-1915 ». Ce cahier manuscrit d'une association auboise de suffragistes à Sainte-Savine a été retrouvé récemment sur un marché aux puces. L'association était constituée en majorité par des institutrices groupées autour de la directrice de l'École normale de Sainte-Savine. Leur travail a été interrompu par la Grande Guerre. Voir LECLERC, Marie-Dominique, « Union française pour le suffrage des femmes : le Groupe de l'Aube », *La Vie en Champagne*, n° 28, octobre-décembre 2001, p. 20-31.

4. Voir l'article de ELEY, Geoff, NIELD, Keith, « Farewell to the Working Class? » dans le numéro spécial de *International Labor and Working Class History*, n° 57, Spring 2000, p. 1-30, qui ouvre un forum de débat historiographique.

question de la notion de classe a permis l'émergence d'une idée de classe sociale comme une soi-disant « communauté imaginaire » – le terme est pris en prolongeant ou en empruntant d'une façon métaphorique la notion du nationalisme développée dans l'étude de Benedict Anderson⁵. Cette notion a-historique et abstraite de communauté vide, à mon avis, le concept de classe de son contenu de rapports sociaux de pouvoir. Il n'est pas question dans mon étude d'évacuer la notion de classe sociale, mais de montrer sa diversité. Les arguments pour fonder une notion de classe se constituent autour d'une hypothèse centrale : la formation d'une contre-culture de résistance à l'intérieur de la classe ouvrière troyenne face au capitalisme industriel bourgeois. Cette contre-culture émerge dans une dialectique avec les fabricants bonnetiers qui détiennent le monopole du marché du travail. De ce fait, l'exercice de leur pouvoir mène souvent à des confrontations.

À partir de cette hypothèse, j'ai essayé de cerner les identités individuelles et collectives de la classe ouvrière, situées à plusieurs niveaux, d'où ressort une diversité idéologique, politique, religieuse, et professionnelle. Je m'appuie sur des facteurs comme les origines sociales, la formation, la place dans la production, mais aussi sur les réseaux de rapports sociaux, l'espérance de vie, ainsi que sur les vêtements portés qui sont autant de signes d'appartenance sociale. Il faut également tenir compte d'autres facteurs plus institutionnels : les syndicats, les partis politiques et les coopératives de consommation. À cette époque, il y avait plusieurs coopératives à Troyes, mais « La Laborieuse », fondée en 1886, au même moment que le syndicat du textile, a créé ce que l'historien américain Daniel Boorstin appelle une « communauté de consommation », fondée sur des pratiques ouvrières⁶.

Le *Gender*, ou genre, est partout dans l'industrie textile, tout spécialement dans la bonneterie : il ordonne la division sociale et sexuelle du travail, la ségrégation spatiale, la nomenclature des métiers, et même les machines en bonneterie. La division sexuelle du travail paraissait dans les années 1970-1980 comme le paradigme qui expliquait le mieux à la fois les inégalités entre les sexes et la persistance de ces inégalités. Dans la bonneterie, certaines professions sont préalablement définies comme masculines ou féminines. Les illustrations du travail en bonneterie dans *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert montrent la division sexuelle du travail dans la société traditionnelle : « L'homme au métier, la femme au bobinoir. » Au premier abord, cette division du travail paraît fixe, régie par une notion de complémentarité. Mais à y regarder de plus près, c'est l'homme qui est reconnu comme producteur et qui travaille sur l'outil le plus productif – le métier à bas – et la femme qui accomplit les tâches secondaires.

5. ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.

6. BOORSTIN, Daniel, *The Americans : The Democratic Experience*, New York, Random House, 1973. Boorstin observe que les hommes se définissent par les objets qu'ils achètent et que les biens de consommation sont destinés à telle ou telle classe sociale; ces « communautés de consommation » deviennent plus homogènes avec l'avènement de la production standardisée.

Plusieurs questions ont structuré ma démarche dans une problématique de genre et classe. Premièrement, comment ces distinctions de genre ont-elles été construites et perpétuées ? La hiérarchie des métiers masculins et féminins est intégrée au monde du travail textile : on la retrouve dans le vocabulaire technique de la bonneterie, dans les manuels d'apprentissage et dans les représentations des professions féminines. La notion de qualification féminine – qu'est-ce qu'un métier féminin en bonneterie, par exemple – permet de comprendre la place des ouvrières dans la production et la valeur attribuée à leur travail. J'ai retracé l'évolution des qualifications des ouvrières, en partant de leur place dans la production à domicile (*domestic manufacture*), en passant par la période transitoire du travail en usine sur des petites machines, jusqu'aux négociations de la première convention collective en 1936. J'ai constaté qu'au cours de ce processus, le travail des ouvrières, comparé à celui des ouvriers, était de plus en plus parcellisé et leurs qualifications dévalorisées.

La deuxième question concerne les rapports de pouvoir : pourquoi les ouvrières sont-elles marginalisées dans le mouvement ouvrier troyen ? Cette question paraît paradoxale puisqu'elles représentent une force réelle par leur place prépondérante dans la main-d'œuvre. En 1906 les ouvrières en bonneterie représentent 52,5 % de la population active dans le département de l'Aube, en 1921 elles sont 61,5 % et en 1976 elles dépassent 70 %⁷. De plus, elles sont une composante importante et très active dans les grèves, mais elles sont par contre peu nombreuses à exercer des responsabilités politiques et syndicales. Pourtant on retrouve des ouvrières qui prennent la parole dans les meetings politiques, ce qui constitue un indice de conscience politique.

La troisième question a trait aux stratégies employées par les militants syndicalistes et politiques pour organiser et mobiliser les ouvrières. Pour des raisons qu'il faut identifier et expliquer, l'adhésion des femmes aux syndicats reste faible, sauf au moment des grèves. Suzanne Gallois de la CGTU lance un appel aux bonnetières. Elle s'interroge sur leur devenir dans une organisation de masse, car elle estime que ses camarades de travail se sont déterminées dans leur vie d'une façon beaucoup plus affranchie que ne veut l'admettre la culture dominante. Agissant en militante consciente des obstacles à dépasser, des limites à repousser, elle se réfère à un passé de lutte collective comme moyen de se libérer. Néanmoins, Suzanne Gallois avoue qu'elle s'est souvent trouvée isolée en tant que femme revendiquant un rôle dans la vie politique à Troyes⁸.

La production et la consommation

Au cours des années 1980 l'historiographie du mouvement ouvrier s'est centrée sur le travail industriel et la production. De ce fait, l'histoire de

7. CHENUT, Helen HARDEN, *The Fabric of Gender...*, p. 92-93.

8. Voir CHENUT, Helen HARDEN, « L'analyse d'un auto-portrait : Suzanne Gallois, militante syndicaliste de l'Aube » *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 3, 1996, p. 182-90.

la consommation ouvrière a été négligée et son lien avec la production occulté. Ainsi les historiens ont-ils adopté la perspective de certains dirigeants socialistes du xix^e siècle qui considéraient le mouvement coopératif comme une source d'aliénation de l'ouvrier. À titre d'exemple, l'ouvrage de Gérard Noiriel traite les coopératives de production en quelques lignes, mais les coopératives ouvrières de consommation ne figurent pas dans sa synthèse sur la vie ouvrière⁹.

Comme l'explique Daniel Roche dans *La culture des apparences*, l'étude de la vie matérielle est un moyen « d'aller au cœur de l'histoire sociale. C'est un moyen de retrouver la question essentielle – que faut-il produire ? – et son cortège d'interrogations conséquentes – que faut-il consommer ? que faut-il répartir ? C'est un bon moyen aussi pour voir comment peuvent s'entrecroiser, dans la réalité que l'on essaie d'atteindre, les effets variés de différents modèles idéologiques qui, coexistant, se disputent le règlement des conduites et des habitudes¹⁰ ». Car la consommation, tout comme la production, est un terrain idéologique. Tout changement de la notion de consommation, comme toute transformation de la production, a une histoire conflictuelle. Les ouvriers troyens ont lié les deux notions en créant en 1886 – année de la fondation du syndicat du textile – une coopérative ouvrière de consommation.

Certains dirigeants socialistes, comme Jules Guesde, essaient de montrer que les objectifs des coopératives ouvrières de consommation sont en contradiction avec les idées socialistes. Selon le courant révolutionnaire, les coopératives sont des organisations réformistes qui opèrent en collaboration avec le capitalisme industriel et commercial. Jules Guesde écrit : « La coopération peut servir à toute espèce d'usage et ne vaut, pour nous socialistes, que selon l'usage qu'on en fait [...] Je me demande si cette coopération, ainsi mise à toutes les sauces, conservatrice, cléricale, bourgeoise ici, socialiste et révolutionnaire là, ne suffirait pas à démontrer que *la coopération en elle-même n'a absolument rien de socialiste*¹¹. » Néanmoins, les militants guesdistes ont fondé une coopérative de consommation à Troyes, qui a largement servi à financer des activités de propagande du Parti Ouvrier Français. En contradiction avec Jules Guesde, les syndicalistes révolutionnaires troyens considèrent le mouvement coopératif comme un moyen d'harmoniser les rapports entre la production et la consommation. Cette vision plus utopique favorise le mouvement coopératif comme moyen de libération.

Les économistes et les réformateurs sociaux du xix^e siècle ont étudié la consommation ouvrière afin de mesurer les inégalités sociales en se servant des budgets et dépenses des familles ouvrières. C'est le cas de Frédéric Le

9. NOIRIEL, Gérard, *Les Ouvriers dans la société française*, Paris, Éditions du Seuil, 1986.

10. ROCHE, Daniel, *La Culture des apparences*, Paris, Éditions du Seuil, 1989, p. 13.

11. COMPÈRE-MOREL, Adéodat et LOUIS, Paul, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, tome 2, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1913, p. 40.

Play et de ses disciples. Aujourd'hui les recherches sur la consommation partent d'approches très différentes, sans consensus sur les méthodes. Aux États-Unis, toutes les études récentes sur l'histoire de la consommation en France posent la question fondamentale : à partir de quel moment débute la démocratisation des biens de consommation en France, et pourquoi ? Autrement dit, quand peut-on parler d'une société de consommation de masse ? Tous ces historiens s'accordent sur le fait que la périodisation et les étapes sont différentes en France et aux États-Unis, où la consommation de masse est plus précoce¹².

Les deux notions – production et consommation – vont de pair dans mon étude, car la bonneterie troyenne est une industrie du textile et plus précisément de la confection de vêtements tricotés, destinés à la consommation de luxe. Les fabricants bonnetiers ont le souci de vendre. Aussi se spécialisent-ils pendant la Belle Époque dans la bonneterie de luxe : bas de soie brodés ou à jours, noirs ou écrus. Ils fabriquent également des sous-vêtements en coton et des vêtements de sport. De plus, quelques fabricants sont aussi producteurs de machines de bonneterie car ils ont acheté des patentes anglaises et les ont perfectionnées. De cette manière, les plus importants fabricants ont intégré tout le processus de fabrication : la construction de machines (métiers de bonneterie), la filature, la teinture, le tricotage et la confection.

Mes propres questions sont centrées sur le vêtement et sur sa signification sociale comme autant de signes d'appartenance de classe. À la fin du XIX^e siècle, différents objets de consommation sont destinés à différentes classes sociales. Dans la rue et à la sortie de l'usine, les pratiques vestimentaires sont encore signe du rang social. Mon étude s'appuie sur une grande variété de sources : sur des inventaires après décès, sur des photographies et des cartes postales de l'époque, et sur des monographies des disciples de Le Play, actifs en Champagne à la fin du XIX^e siècle. Les archives de la coopérative ouvrière de consommation « La Laborieuse », qui couvrent la période de 1886 à 1935, date à laquelle elle a disparu en fusionnant avec une coopérative régionale, nous permettent de comprendre une vision alternative au capitalisme commercial. « La Laborieuse », forte de plus de 2500 familles adhérentes en 1898 (soit près de 7000 membres), constitue un moyen d'existence et d'éducation populaire à la gestion économique. Et cette coopérative a duré presque 50 ans !

L'industrialisation et le travail à domicile

Il faut désormais repenser la notion d'un modèle d'industrialisation unique – le modèle anglais – et l'idée d'un processus linéaire de développe-

12. Voir AUSLANDER, Leora, *Taste and Power : Furnishing Modern France*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; FURLOUGH, Ellen, *Consumer Cooperation in France : The Politics of Consumption, 1834-1930*, Ithaca, Cornell University Press, 1991 ; GRAZIA, Victoria de, *Irresistible Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

ment industriel par des étapes bien définies. En effet, cette interprétation des révolutions industrielles ne correspond pas à la réalité des histoires nationales, y compris celle de la France – ce fameux « retard français » par rapport à l'Angleterre qu'on retrouve dans les manuels scolaires... Toutes les recherches en cours soulignent au contraire la diversité des voies d'industrialisation et des temporalités selon les pays, les régions, les types d'activité¹³.

Dans une perspective comparative avec d'autres régions textiles françaises, il a fallu identifier, sur la longue durée¹⁴, les caractéristiques spécifiques de l'industrialisation du textile troyen. À Troyes, il est frappant de constater la persistance des petites usines et ateliers à côté de quelques grandes usines. La concentration industrielle se fait partiellement entre 1880 et 1900, mais on s'aperçoit que la grande majorité de la population ouvrière travaille encore dans des ateliers urbains relativement petits. Sur les 27 établissements recensés au moment de la grève de 1900, 16 employaient de 20 à 250 ouvriers et ouvrières, et une seule usine avait plus de 1 000 ouvriers. La très grande entreprise est rare à Troyes et la constellation de petites usines et ateliers persiste jusqu'aux années 1930.

La bonneterie troyenne s'appuie aussi sur des formes de travail à domicile : d'une part les ateliers familiaux, dits ateliers de façonniers, et d'autre part un système d'organisation et de distribution du travail en ville. Il existe ainsi tout un réseau de femmes travaillant chez elles sur des petites machines à coudre ou à remmailler qui se prêtent à un usage domestique. Grâce au prêt de ces machines et à la livraison du travail à faire, les mères de famille peuvent continuer à travailler tout en s'occupant de leurs enfants. Donc, l'industrie dispose de structures flexibles de production grâce, en partie, à l'utilisation de la main-d'œuvre féminine. Dans la même logique économique et technologique, il faut souligner la dépendance des fabricants bonnetiers face à cette main-d'œuvre féminine. Léon Vitoux, patron bonnetier, l'exprime très clairement en 1904¹⁵ : « Rappelons au législateur, que, quand il inscrit dans la loi de 11 heures de travail pour la femme, qu'il lui reste encore 5 heures de travail à faire chez elle, rappelons-lui que la loi, qui a pour but de réglementer le travail, a en même temps pour devoir de protéger la femme, la fille. C'est ce que j'appellerai, si vous voulez bien,

13. SABEL, Charles, ZEITLIN, Jonathan, « Historical Alternatives to Mass Production : Politics, Markets and Technology in Nineteenth Century Industrialisation », *Past and Present*, n° 108, August 1985, p. 133-176 ; HORN, Jeff, *The Paths Not Taken*, Baltimore, Johns Hopkins Press, sous presse.

14. Voir les monographies de : HILDEN, Patricia, *Working Women and Socialist Politics in France, 1880-1914*, Oxford, Oxford University Press, 1986 ; REDDY, William, *The Rise of Market Culture : The Textile Trade and French Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984 ; LIU, Tessie, *The Weaver's Knot : The Contradictions of Class Struggle and Family Solidarity in Western France, 1750-1914*, Ithaca, Cornell University Press, 1994 ; POISAT, Jacques, *Les origines de la bonneterie en France et dans le Roannais*, Roanne, Groupe de Recherches Archéologiques et Historiques du Roannais, 1982.

15. Déposition sur le travail des femmes devant la Commission Parlementaire d'Enquête sur l'Industrie Textile, 1904.

ménager la poule aux œufs d'or. N'oublions pas nous-mêmes que la femme est pour notre industrie une question de vie ou de mort et que nous devons la ménager¹⁶. » Ce texte souligne l'importance primordiale de la main-d'œuvre féminine pour l'industrie textile.

L'apport des historiennes féministes à l'analyse de l'industrialisation reste important à souligner. Les études sont trop nombreuses pour les citer, mais il faut insister sur quelques points. D'abord, les historiennes et des sociologues féministes ont remis en cause la catégorie « ouvrier » comme modèle et unique catégorie d'analyse. Elles soulignent que le travail lui-même est sexué, tantôt masculin, tantôt féminin. Ensuite, les travaux de recherche des anthropologues et des historiennes féministes montrent le lien entre le genre et la technique et ils dénoncent la fausse neutralité des techniques. Si les techniques ordonnent le monde social, elles sont aussi façonnées par le genre¹⁷. L'invention de machines spécifiques, conçues pour le travail féminin en bonneterie, sont par exemple vantées pour leur adaptation aux « qualités naturelles » des ouvrières. Les historiennes féministes ont aussi montré comment la division sexuelle du travail produit des inégalités, déqualifie les femmes par rapport aux hommes dans le travail. Il faut signaler ici l'importance du travail pionnier de Madeleine Gilbert, sociologue, qui en 1966, a mis en évidence les cloisonnements entre le travail masculin et le travail féminin, et l'usage particulier qui est fait de la main-d'œuvre féminine par les employeurs¹⁸. Depuis 1970, les travaux sont nombreux, et ceux de Danièle Kergoat et de Catherine Omnès en France, de Judith Coffin et de Laura Downs aux États-Unis, sont exemplaires¹⁹.

Or, leurs recherches ont aussi porté sur le travail à domicile, montrant qu'il ressemble aux *sweatshops* du XIX^e siècle et qu'il légitime l'exclusion des femmes de la conception, des apprentissages et du maniement des outils les plus sophistiqués et les plus productifs. Mes propres travaux à Troyes démontrent que les travailleurs à domicile ne sont pas seulement des femmes. Dans l'Aube, la persistance des ateliers de façonniers témoigne du rêve du bonnetier de travailler d'une façon semi-autonome en famille, à la maison. Émile Caillot, délégué ouvrier envoyé par la ville de Troyes à l'exposition universelle de 1900, fait l'éloge d'une petite tricoteuse destinée aux femmes pour un usage domestique :

16. Arch. nat., C 7318, *Enquête sur la situation de l'industrie textile (1902-1904)*.

17. Voir l'ouvrage collectif : CHABAUD-RYCHTER, Danielle et GARDEY, Delphine (dir.), *L'Engendrement des choses : Des hommes, des femmes et des techniques*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 2002.

18. GUILBERT, Madeleine, *Les Fonctions des femmes dans l'industrie*, Paris, Mouton, 1966.

19. KERGOAT, Danièle, *Les ouvrières*, Paris, Éditions le Sycomore, 1982; OMNÈS, Catherine, *Ouvrières parisiennes. Marchés du travail et trajectoires professionnelles au XX^e siècle*, Paris, EHESS, 1997; COFFIN, Judith, *The Politics of Women's Work : The Paris Garment Trades, 1750-1915*, Princeton, Princeton University Press, 1996; DOWNS, Laura, *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre*, Paris, Albin Michel, 2002.

« La supériorité de la tricoteuse sur nos grands métiers de bonneterie est frappante. L'ouvrier peut conduire 10 machines tricoteuses [...] pour les besoins de la maison, marchant à la main ou au pied. Et il ne faut pas un grand apprentissage pour pouvoir travailler ou faire de la bonneterie pour la famille... et quelquefois pour la vendre. Dans dix ans presque toutes les familles auront leurs tricoteuses, comme ils [*sic*] ont leur machine à coudre²⁰. »

Caillot souligne ensuite les avantages sociaux liés, selon lui, à cette organisation du travail en famille :

« Voici, Messieurs, ce qu'il faut que vous fassiez pour conserver à notre cité le monopole de la bonneterie. Opposer à la grande industrie la petite, et ne plus construire de nouveaux ateliers. Ne construisez plus d'usines, ni de grands métiers – pas de frais d'amortissement. Donnez vos petites machines chez l'ouvrier, le propriétaire lui donnera bientôt la force motrice – pas de frais généraux. Où toute la famille sera occupée à la finition de cet ouvrage – santé, moralité. Et cette vieille cité troyenne sera rajeunie de 40 ans. À cette époque tous les ouvriers et ouvrières travaillaient chez eux. Les enfants élevés sous l'œil des parents faisaient de bons sujets. Pas de débauche, plus de contagion, plus de maladies contagieuses, plus de tuberculose ou réduit à la plus simple expression, plus d'injustice dans les ateliers. Plus de grèves, car les ouvriers qui travaillent chez eux avec leurs familles et qui gagnent leurs vies sont anti-grévistes. »

Ce discours sur l'atelier familial évoque son opposé – le travail en usine – comme malsain, immoral, dangereux, bref comme un monde hostile. Émile Caillot saisit un modèle du passé et le projette comme un autre destin possible pour sa famille et ses enfants. Cette évocation d'un contre-modèle de production industrielle amène mon quatrième thème.

La culture politique et l'utopie

La période de 1880 à 1914 représente des années d'intense mobilisation du mouvement ouvrier en France. Deux questions me semblent importantes : comment expliquer la politisation des ouvriers du textile troyen ? Et pourquoi le socialisme a-t-il persisté dans la région ? Les travaux de Claude Willard analysent l'implantation des guesdistes dans l'Aube, attribuant leur succès électoral au grand rôle joué par quelques militants exceptionnels. Il faut citer en effet Étienne Pédron, propagandiste et chansonnier, qui a formé des militants guesdistes à Troyes entre 1890 et 1897. Il compose plusieurs chansons socialistes pendant son séjour (*Les Huit Heures*, *La Troyenne*, *Les Cafards*, etc.) et il crée une troupe théâtrale pour jouer de petites pièces politiques. J'ai pris connaissance de ses pièces dans les archives de police, car elles n'ont jamais été publiées. Pédron joue un rôle important dans les campagnes électorales comme candidat du Parti Ouvrier Français. Les guesdistes prônent une stratégie du socialisme électoral, la conquête du

20. Arch. mun. de Troyes, 2F 47, « Exposition universelle à Paris 1900, Rapports des délégués ouvriers ».

pouvoir par le bulletin de vote à tous les niveaux, du municipal au national. Ils ont cependant un discours révolutionnaire destiné à la vulgarisation du marxisme en France. Rob Stuart dans son livre sur le guesdisme, *Marxism at Work*, les caractérise comme « les soldats de l'idée²¹ ». Ils fondent des institutions à Troyes et dans l'Aube : un parti politique (POF), les syndicats du textile et de la métallurgie, et une coopérative de consommation.

Malgré leurs tentatives pour organiser la classe ouvrière troyenne, les guesdistes essuient des échecs : ils perdent les élections municipales de Troyes en 1900 derrière un radical ; ils sont obligés de fermer leur coopérative de consommation à cause de la mauvaise gestion et de la concurrence ; enfin, leur appel à la syndicalisation lancé aux ouvrières ne donne pas de résultats en dehors des moments de grève. De plus, l'échec de la grande grève de 1900 dans la bonneterie provoque la scission du syndicat du textile dominé par les guesdistes, et le départ de la plupart des ouvriers et ouvrières vers la CGT. En effet, l'échec de la grande grève permet aux syndicalistes révolutionnaires de l'emporter parmi les ouvriers troyens. Ils auront par la suite une influence politique prépondérante dans le mouvement ouvrier. Ils appelleront à l'action directe qui assurerait l'autonomie ouvrière, et ils prôneront la « grève générale » qui, par un syndicalisme de solidarité, conduirait à la révolution. Cette vision alternative de la société, basée sur l'utopie, telle que la décrivent Émile Pouget et Émile Pataud dans leur roman *Comment nous ferons la révolution*, anime l'esprit des jeunes apprentis, meneurs de la grande grève de 1900 qui éclate d'une façon spontanée par une déclaration de « grève générale²² ».

L'esprit de « grève générale » suggère une stratégie alternative visant à fonder le socialisme à Troyes. Émile Pouget, rédacteur du journal *Le Père Peinard* à Paris, avait un correspondant à Troyes qui lui envoyait des articles. Ce correspondant rend compte des luttes dans les usines et note aussi le harcèlement sexuel des jeunes ouvrières par des contremaîtres. Bien informé sur les revendications émises au moment de la grande grève, il critique sévèrement les conseils donnés par des parlementaires socialistes de passage à Troyes afin de soutenir les grévistes. En fait, il reproche aux socialistes d'« endormir les grévistes », de leur donner de mauvais conseils, comme celui de « rester calmes devant les provocations de vos affameurs ». Après l'échec de la grève, Pouget fait le commentaire suivant : « Je connais assez bien les Troyens pour savoir qu'en temps ordinaires, pas un ne laisserait passer une insulte sans la relever de belle façon²³. » La teneur de ses critiques montre l'âpre rivalité entre guesdistes et syndicalistes révolutionnaires pour capter la loyauté des ouvriers et ouvrières du textile. Rivalité aussi entre deux stratégies : le socialisme par le bulletin de vote,

21. STUART, Robert, *Marxism at Work. Ideology, Class and French Socialism During the Third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

22. PATAUD, Émile, POUGET, Émile, *Comment nous ferons la révolution*, 1909, réédition, Paris, Éditions Syllepse, 1995.

23. *Le Père Peinard*, 7 avril 1900.

stratégie guesdiste ou le socialisme par l'abstention aux élections, par la grève générale et l'action directe, programme préconisé par les syndicalistes révolutionnaires.

La république sociale ou une vision alternative des rapports sociaux et du genre

L'intérêt d'une étude sur la longue durée est, tout d'abord, d'analyser le lent processus de démocratisation de la société française. Elle permet en quelque sorte de mesurer le changement social pendant la longue Troisième République. L'approche suggérée ici souligne la complexité et les contradictions de ce processus, les avancées et les reculs, les ruptures, les moments de manque de volonté politique, ainsi que les accélérations dans le changement.

Les luttes du mouvement ouvrier troyen s'accompagnent d'une forte critique du régime parlementaire qualifié de « régime bourgeois ». On montre de la méfiance à l'égard de certains hommes politiques, même face à Jean Jaurès. La revendication exprimée par les guesdistes et les syndicalistes révolutionnaires se focalise sur la création d'une « république sociale ». Cette demande est surtout révélatrice de ce qui est perçu comme une mauvaise distribution du pouvoir politique et social, avec comme résultat le manque d'intégration de la classe ouvrière dans la société française. Les critiques reprochent aux parlementaires et aux dirigeants politiques d'agir selon leurs propres intérêts : ils « tiennent l'assiette au beurre », selon la formule consacrée – c'est l'expression qui revient dans les discours de Pédron et dans *Le Père Peinard*. Ce journal publie des caricatures critiques des parlementaires. L'une d'elles, datée de 1897, montre un banquet : le gouvernement et quelques parlementaires à table devant un festin opulent, les ouvriers assis par terre devant un plat de purée de pommes de terre²⁴. C'est la métaphore de « l'assiette au beurre ».

L'avènement du Front Populaire par des élections démocratiques constitue un tournant, la promesse d'un changement révolutionnaire sans passer par une révolution. Par les mesures accordées en juin 1936, le gouvernement de Léon Blum légitime les revendications ouvrières d'avant 1914. De plus, les occupations d'usines en 1936 représentent un renversement de l'autorité patronale à Troyes, surtout après deux lock-out (1900 et 1921) et tant de conflits. Le patronat troyen capitule devant l'occupation des usines et le rapport de forces défavorable. Le succès des grèves de juin 1936 soulève un immense espoir parmi les travailleurs, hommes et femmes, et chez les syndicalistes. Ils espèrent tous une transformation des relations entre patrons et ouvriers. Voici le témoignage de Suzanne Gallois, syndicaliste CGTU que j'ai longuement interviewée comme actrice de ces événements à Troyes ; elle parle de l'occupation de la plus grande usine, Devanlay-Recoing :

24. Cette caricature est parue dans *Le Père Peinard* du 28 mars 1897.

« Le Front Populaire, j'étais contente que les gens, ils occupaient les usines, ah! J'étais heureuse! [...] ça s'est passé chez Devanlay, mais j'étais heureuse de voir ça, parce que pour moi, la militante syndicaliste, c'était la revanche de celui qui travaillait contre le seul bonhomme là, omnipotent, qui était toujours présent, même ces sous-chefs qui menaient la vie dure aux ouvrières. Je voyais, ce que je n'ai pas vu avec la venue de M. Mitterrand, je voyais à cette époque-là un élargissement complet de ceux qui travaillaient. Je me suis trompée, j'avais cru au Front Populaire, moi, de par cette occupation des usines. [...] J'ai dit, on va pouvoir parler, on va pouvoir discuter avec ceux qui nous emploient, on ne va pas toujours nous considérer comme des bêtes, comme des chiens [...] parce que vous savez, j'ai commencé à travailler, c'était en 1914. En 1914, il faut vous dire, le patron était roi [...] Et vous pensez que, quand j'ai vu les usines occupées, j'ai dit, là il va y avoir une ouverture formidable, et puis ça s'est refermé²⁵. »

Il faut signaler un fait saillant du Front Populaire à Troyes : les occupations d'usines ont été relativement brèves et disciplinées mais, entre 1937 et 1938, le patronat a essayé de récupérer son autorité et de briser les syndicats. La lutte collective de la plus grande entreprise troyenne, Devanlay, avait été très dure. Suzanne Gallois y avait travaillé au début des années 1930 et elle a pu organiser les ateliers de femmes. Un bulletin, *La voix des usines*, leur permettait d'exprimer les brimades liées au travail. Suzanne Gallois fut renvoyée pour son action syndicale et mise à l'index – elle dut faire des ménages pour survivre.

En résumé, quelques changements interviennent au cours de la Troisième République : une meilleure intégration de la classe ouvrière dans la nation après 1920, une résolution partielle de « la question sociale » par les accords de Matignon. Mais l'ajournement des droits politiques des femmes persiste malgré leur plus grande participation à la vie politique à travers le suffrage limité (aux conseils des prud'hommes) et leur très grande visibilité dans les diverses luttes du Front Populaire.

Une deuxième conclusion se rapporte à la chronologie et au caractère spécifique de l'industrialisation à Troyes par rapport à d'autres modèles proposés – un processus non-linéaire, relativement tardif et incomplet, qui s'appuie sur l'emploi des femmes. La transition entre le système de production domestique et la production en usine n'est pas clairement articulée. La persistance du travail à domicile et d'autres formes de production extérieure aux usines troyennes témoigne d'une volonté patronale de maintenir les femmes au travail. Des ateliers familiaux dans les banlieues de Troyes et à la campagne perdurent jusqu'à la crise des années 1930. La féminisation croissante de la main-d'œuvre employée à la finition des articles de confection s'explique par une logique économique – la main-d'œuvre féminine est moins chère. Les fabricants bonnetiers confient aux ouvrières certaines tâches qui sont difficilement mécanisables (le contrôle des articles, le *rac-coutrage* ou la réparation des défauts). Leur place quantitativement croissante dans la confection s'accompagne d'une déqualification progressive

25. Témoignage recueilli le 24 mai 1984.

de leur travail, situation codifiée ensuite dans la première convention collective de l'industrie en 1936. Le perfectionnement technique n'intervient pas sur ces postes féminins de confection, ce qui fait que, au contraire des ouvriers, les femmes ne profitent pas du changement technologique.

Enfin, pour éviter les grèves et l'action syndicale, le patronat troyen a recouru à la décentralisation de la production vers des ateliers ruraux, composés essentiellement de femmes. Le style de confrontation verbale, parfois physique, montre le durcissement progressif des tensions. Les conflits de travail et l'action des syndicats ont donc eu un impact important sur l'organisation du travail. Les fabricants bonnetiers croyaient pouvoir refuser l'arbitrage des conflits, refuser de reconnaître les syndicats ou le comité de grève, demander des dérogations à la loi des 8 heures, imposer des lock-out. Tous ces pouvoirs, ils les ont exercés pour défendre l'autorité patronale face aux socialistes qui prônaient la lutte des classes. Le gouvernement a refusé d'intervenir, entre autres, dans la grande grève de 1900. Par conséquent, l'identité collective ouvrière s'est construite dans la dynamique de ces rapports de forces, en dialectique avec les rapports de pouvoir du patronat. En fait, l'émergence d'une contre-culture ouvrière de résistance montre une volonté importante d'autonomie, qui se manifeste par la création d'institutions de solidarité ouvrière entre les hommes et les femmes.

Une troisième conclusion concerne l'importance de la consommation dans la vie ouvrière de cette époque. Dans les discours et les pratiques des ouvriers, le droit à consommer est lié d'une façon explicite au droit au travail. Les deux notions sont très présentes dans les revendications salariales et s'expriment parfois par rapport au coût de la vie. Le mouvement coopératif capte une partie du mécontentement en le canalisant vers une solution pragmatique répondant aux besoins quotidiens. Mais la coopération reste, malgré tout, une utopie. Vers 1830, elle est proposée dans la mouvance des sociétés de secours mutuels, puis la tendance socialiste du mouvement coopératif se présente à la fin du xix^e siècle comme une alternative au capitalisme industriel et commercial. La coopérative ouvrière de consommation « La Laborieuse » connaît une nette progression tant dans le nombre de ses adhérents que dans le type de services qu'elle offre au cours des cinquante années de son existence : épicerie, boulangerie, rayon d'habillement, tissus et confection, caisse de prêts, pharmacie mutuelle, bibliothèque de prêt. Vers 1920, elle coordonne des associations de loisir et de sport ainsi que des colonies de vacances.

« La Laborieuse » devient donc une vraie communauté de consommation, un symbole d'autonomie et d'autogestion de la classe ouvrière troyenne. Elle se réclame du courant socialiste, adhère à la Bourse des Coopératives Socialistes, et bénéficie de la solidarité de ses adhérents. Son succès commercial permet son expansion : création de succursales dans les banlieues troyennes, boutiques en centre ville. Face à la vie souvent précaire de la famille ouvrière, la coopérative constitue une source de stabilité

économique pour les adhérents. Elle renforce l'identité collective ouvrière par le choix de vêtements et d'articles vendus au rayon d'habillement, des vêtements solides pour le travail, des casquettes et des jupons, etc. Mais on trouve aussi des vêtements de ville pour les hommes, des accessoires de mode pour les femmes. La coopérative favorise l'affirmation de classe.

Néanmoins, un souhait de démocratisation de la mode émerge avant 1914 dans un contexte social difficile, où le manque de crédit et la précarité des salaires freinent le désir de consommer. Cependant, les ouvriers qui, avant 1914, revendiquent le droit de se changer après la journée de travail manifestent leur goût pour le prêt-à-porter masculin, et d'une façon spontanée la blouse bleue est remplacée par la cotte, et la casquette s'impose. Mais il faut attendre la première guerre mondiale et la transformation de la silhouette féminine des années 1920 pour que les ouvrières accèdent vraiment à la mode. La simplification du vêtement féminin permet une diffusion populaire de la mode grâce à des modèles plus faciles à confectionner soi-même. Cependant, les problèmes d'achat persistent – les règlements de la coopérative interdisent la vente à crédit et les fluctuations du coût de la vie troublent la vie quotidienne. Pour quelques-unes, les habitudes d'épargne freinent aussi les achats, notamment au moment des crises de vie chère. Les femmes se retrouvent face à un dilemme : s'autoriser des dépenses vestimentaires pour se distinguer des autres ou s'interdire la consommation au risque de se confondre avec les autres dans la rue.

Les socialistes marxistes d'avant 1914 comme Jules Guesde aimaient à critiquer le mouvement des coopératives de consommation, jugées comme des organisations « réformistes ». En regardant de plus près, l'histoire de la coopérative « La Laborieuse » montre le renforcement de l'action collective, la solidarité ouvrière, et la recherche d'autonomie politique et sociale. Pouget et Pataud soulignent ces mêmes facteurs dans leur roman utopique. Pour eux, le mouvement coopératif fournit les moyens d'harmoniser les rapports entre production et consommation par une distribution plus égalitaire des biens.

L'expansion du marché des biens de consommation populaire en France – allant des marchés régionaux à un marché véritablement national – s'amorce lentement dans l'entre-deux-guerres, mais elle est freinée par la crise économique, le chômage et la baisse du pouvoir d'achat. La chute des ventes à l'exportation oblige les fabricants bonnetiers à se retourner vers le marché domestique et à remplacer la production des articles de luxe par la production d'articles standardisés à usage courant. Si l'on reprend la question fondamentale que se posent les historiens de la consommation, à savoir à quel moment peut-on parler de la démocratisation des biens dans la société française, la réponse est claire : on ne peut identifier une société de consommation de masse en France qu'après la deuxième guerre mondiale.

•

En conclusion je voudrais souligner l'importance du genre dans les rapports sociaux de travail. La prédominance des rapports de classe sur les rapports de genre entre ouvriers et ouvrières à la fin du XIX^e siècle ressort des sources écrites : leur solidarité manifestée dans les grèves et leur sens du métier en constituent deux exemples. Même les femmes se targuent d'avoir un métier à cette époque. D'une manière générale la culture technique sert de soudure, et l'endogamie professionnelle dans le monde du travail textile renforce cette tendance. Il en résulte une forte identité de classe, implicite et explicite, dans la ville, qui sert à atténuer des conflits de sexes. Pourtant des tensions existent au travail. Elles ressortent des archives du Conseil des Prud'hommes pour les années 1920 et 1930 : des conflits entre bobineuses et contremaîtres, mais aussi entre ouvrières et contremaîtresses sont très fréquents. Le processus de féminisation irréversible de la main-d'œuvre (61 % en 1921) tend à augmenter l'incidence des conflits. Cette féminisation s'accompagne d'une dévalorisation progressive de l'image de l'ouvrière bonnetière dans la ville : le terme « bonnetière » signifiait en 1900 une femme indépendante qui gagne sa vie par son métier ; mais vers 1930 on parle d'une bonnetière comme « d'une fille d'usine », celle qui est revendicative. Ce changement dans la perception de la bonnetière s'explique en partie par la déqualification de son travail. L'ouvrière en bonneterie n'a plus de « métier » dans le sens d'un travail qualifié. Elle a désormais un emploi.

Le travail des femmes en bonneterie est pourtant reconnu comme un facteur économique important à Troyes, où les ouvrières ont des identités multiples : l'ouvrière est bonnetière, mais aussi couseuse (sa profession au travail), gréviste, soutien familial, mère, et même en certains cas, reine (élue à la fête de la bonneterie)²⁶. Leur existence en tant que « femmes *individues* » indépendantes est signalée à partir des années 1920 par le nouveau statut de « divorcée » dans les recensements. L'indépendance économique se gagne, mais elle a aussi son prix.

Pourtant l'écart persiste entre les qualifications des femmes et leurs salaires. Il se creuse avec la codification des qualifications contenue dans la première convention collective de l'industrie, négociée par les syndicats du textile à Troyes en 1936. La convention collective stipule le réajustement des plus bas salaires, ce qui touche la plupart des emplois féminins. Mais elle ne modifie pas d'une façon substantielle la situation des ouvrières par rapport aux ouvriers. Au contraire, la codification sexuée des métiers et des fonctions contenue dans la convention collective trace des limites aux devenirs des ouvrières : le manque de mobilité professionnelle, le cantonnement dans des tâches parcellaires, etc.

L'importance du genre n'est plus à prouver en ce qui concerne le syndicalisme. À partir de 1920 les syndicats cherchent à attirer des femmes et

26. CHENUT, Helen HARDEN, « Les Fêtes de la Bonneterie à Troyes de 1909 à 1938 : fêtes corporatives, fêtes industrielles et fêtes populaires », Bibliothèque municipale de Troyes, Catalogue d'exposition, Musée de la bonneterie, 1997.

les militants chargent leurs adhérentes des recrutements. Dans les années 1930, au cours d'une réunion au niveau national de la CGTU, Suzanne Gallois souligne que c'est le devoir des hommes, des maris, des collègues de travail, d'amener les femmes au syndicalisme, que le recrutement des ouvrières est aussi une affaire d'hommes. Le manque de reconnaissance, par les dirigeants syndicaux, du potentiel des femmes dans l'action syndicale est grave parce qu'il prive ces organisations des effectifs nombreux qu'elles recherchent. Il est évident que les organisations ouvrières se sont structurées sur un modèle masculin qui attire peu de femmes. Or, Suzanne Gallois l'exprime très clairement, il faut pour militer adopter ce modèle et ses normes : l'affiliation au syndicalisme reste donc masculin jusqu'à une époque très récente. On peut tracer la progression de l'adhésion des femmes au syndicalisme par leur participation aux élections prud'homales. Les ouvrières troyennes ne voteront en nombre significatif qu'à la fin des années 1920, quand les syndicats ouvriers chercheront à recruter les femmes à leurs côtés et qu'ils utiliseront ces élections pour tester leurs propres forces.

L'histoire de la différence sexuelle – *gender history* – implique donc une analyse des rapports de domination des hommes sur les femmes, dans une perspective de transformation de ces rapports qui sont depuis longtemps ancrés dans la division sexuelle du travail, dans les institutions et dans les structures de la vie quotidienne. Cette étude, *The Fabric of Gender*, participe à la construction du savoir – d'un savoir nouveau – qui fait avancer et la cause des femmes dans la société et la compréhension entre les hommes et les femmes. En France, l'égalité des droits existe comme une garantie formelle et abstraite. La pratique de la citoyenneté, sa mise en œuvre, est une autre histoire.

Carte postale ancienne – sortie de l'usine Mauchauffée (Troyes)

(© Archives départementales de l'Aube)

RÉSUMÉ

La division sexuelle du travail constituait un des paradigmes fondateurs de l'histoire des femmes dans les années 1960, au moment où celle-ci émergait de l'histoire ouvrière. Depuis cette époque, le genre comme catégorie d'analyse en histoire prédomine sur la classe sociale. Dans un ouvrage récent, *The Fabric of Gender*, l'auteur rééquilibre les deux catégories, genre et classe, dans son analyse de la culture ouvrière du textile troyen sous la Troisième République. Cette étude explore les conséquences à long terme de l'industrialisation sur quatre générations d'ouvriers et d'ouvrières, en traçant l'évolution des conditions de travail et du mouvement ouvrier socialiste. Grâce à la formation d'une contre-culture de résistance, les ouvriers du textile se mobilisent pour défendre leurs droits au travail et à la consommation selon leur vision d'une République sociale. Cette étude souligne l'importance du genre pour comprendre la production et la consommation du textile.

ABSTRACT

The sexual division of labor was one of the founding paradigms of women's history as it emerged from labor history in the 1960s. Since then, gender as a historical category has taken precedence over class. In her recent book, The Fabric of Gender, the author attempts to restore a balance between gender and class through a study of working class culture in the textile town of Troyes under the Third Republic. The book explores the long-term impact of industrialization on four generations of women and men workers, tracing the evolution of working conditions and the rise of a socialist labor movement. Through the creation of a counter culture of resistance, textile workers mobilized to defend their right to work and to consume according to their vision of a social republic. This study emphasizes the importance of gender for understanding textile production and consumption.